

Commission exécutive du mercredi 18 mars 2015

Présent-e-s : Samantha DUMOUSSEAU – Michaël LABLANCHE - Dany AIME - Eric GEREAUD – Joël GUIMBERTEAU - Emmanuel PRINET – Raynald BOULAY – Sophie GALLIENNE - – Christophe SALLOT – Thierry SEBIRE

Excusé-e-s : Sylvain MINBIOLLE – Freddy BOURLAND – Bruno CHALAS – Patrick DELAUGE – Patrick GASTOU – Murielle JUDEE – Alain LACHAISE – Pascal LACOUX – Nathalie MICHEL – Joël MONTENON - Aline RIVALLEAU - Gérald TIRATEAU

Absent-e-s : Patrick MOIMAUX – Christian PASCAUD – Colombe PEETERS - Dominique SPINALI

1. POINT ORGA :

- **293 FNI pour 3271 timbres** de rentrés depuis le travail qui est réalisé par l'UD. Les efforts commencent à payer.
- **SOFPO** vient de renouer des liens avec l'UD et l'UL Charente limousine. C'est un syndicat qu'il faut continuer à suivre, le taux de syndiqués est passé de 9 à 20.
- **SNRI** : 6 FNI de payés reprises de contacts avec eux.
- **LIPPI** : au départ du Secrétaire du syndicat, plus de relation. Rencontre avec l'UL/UD 30 syndiqués potentiels, congrès à programmer pour la reconstruction d'un syndicat.
- **Idéal standard** : ex Porcher, reprise de contact avec le Secrétaire du syndicat pour remettre le syndicat sur les bons rails.
- 2 nouvelles bases : **Auchan La Couronne** qui va avoir les élections vendredi prochain. Les transports Voiron.
- **CIAL de France** c'est les Charpente à la touche d'Anais, Il ne savait soit disant pas qu'il fallait verser des cotisations à la CGT. Le peu de travail qui a été fait sur la vie syndicale commence à payer.
- Des difficultés avec le **syndicat du commerce**, il faut monter des bases.
- La création d'un guide du trésorier pour aider à l'amélioration du fonctionnement est évoqué, mais il est important que ce travail soit fait en lien avec les UL.
- Nous évoquons également des difficultés entre certaines fédérations et leurs territoires.

2. COLLECTIF TRAVAIL ET SANTE

Michelle KOPACIN et Jacqueline RELIAUDOU, viennent nous présenter la feuille de route du Collectif Travail et Santé. Après plusieurs journées autour de ce thème il s'avère que les problèmes sont les mêmes dans toutes les entreprises.

1. Remettre la santé au travail, c'est l'organisation du travail qui est visé au travers de ce premier point de la 1^{ère} journée
2. Evaluation des risques professionnels pour la 2^{ième} journée. Il est impératif que les syndicats aient connaissance de la tenue de ces journées d'étude autour de la santé au travail.
3. Il est orienté sur la projection, d'un film pour sensibiliser sur la pénibilité du travail
4. La 4^{ième} journée sera orientée sur les RPS

Un support papier serait peut être plus efficace que l'envoi par mail.

Les stagiaires ne peuvent pas suivre la journée 2 s'ils n'ont pas fait la 1^{ère}.

L'objectif de ce collectif est de faire des journées à thème. Il serait intéressant que ce collectif intervienne dans les syndicats autour d'un axe revendicatif « la santé au travail » et comment transformer en travaux pratiques les journées de formation.

Le collectif doit être plus visible une proposition est faite pour que collectif intervienne sur les stages CHSCT pour se faire connaître, nous ne devons absolument pas négliger une participation sur le 2^{ème} niveau CARSAT. A étudier avec le collectif formation.

Ce point sera regardé avec les formateurs CHSCT lors du prochain collectif formation pour sensibiliser les stagiaires. Il est important que les syndicats puissent avoir de l'aide autour de la pénibilité, des RPS, ...

Jacqueline profite de cette présentation pour nous informer que la lutte s'installe dans l'éducation et plus particulièrement dans les lycées professionnels de Sillac, Ruelle et Louis Delage à Cognac. Le recteur a pris la décision de fermer la filière Bois menuiserie aluminium.

Au 21^{ème} siècle c'est une régression sociale ! On préfère mettre les enfants à l'usine plutôt qu'à l'école !

Il est important que le syndicat développe et informe aussi dans les collèges afin de faire prendre conscience aux parents les difficultés qui vont rencontrer dans les prochaines années pour leurs enfants.

3. MOBILISATION DU 9 AVRIL

Il est obligatoire de réussir de cette journée du 9 Avril 2015 sur notre département.

Raynald et Samantha sont allés à l'intersyndicale CGT, FO, FSU, Solidaire.

Il est impératif de faire une distinction entre le communiqué et le tract qui ne s'adressent pas aux mêmes personnes.

Les UL peuvent faire des réunions de syndicats sur la loi Macron. Il est important de sensibiliser les salariés !

Il sera proposé en Charente, une initiative à Angoulême et aussi la possibilité de partir en bus pour l'initiative confédérale.

Il va être envoyé le tableau pour préparer le déplacement à Paris.

Raynald nous donne les modifications qu'il propose d'apporter au tract.

4. POINT D'ETAPE SUR LA REFLEXION DU SECRETARIAT

Jusqu'à fin mars le poste est proposé en interne aux syndicats et ensuite les candidatures s'ouvriront plus largement.

5. Point sur les relations entre le syndicat du conseil général et l'UFICT / FD.

Depuis 2 ans, le syndicat du Conseil Général de la Charente, en lien avec l'Union Départementale et le syndicat Départemental CGT des petites collectivités, accompagne plusieurs salariés d'un établissement public en situation de souffrance au travail, et dont certains sont en conflit avec le directeur.

Dès le printemps 2014, la Secrétaire générale de l'UFICT services publics a soutenu le directeur de Cassinomagus qui à l'époque menaçait d'attaquer en justice Deux responsables de notre syndicat. Elle est venue jusque dans les locaux de l'UD, au nom de la fédération, de l'UFICT et de l'UGICT, menacer les camarades, les accuser « d'avoir des méthodes de fasciste », et demander à l'UD de les recadrer.

Suite à cet épisode, Baptiste Talbot est venu à son tour pour apaiser la situation. Il nous a certifié que la situation ne se renouvellerait pas. Force est de constater que son engagement n'a pas été tenu.

Mercredi 11 février 2015, à la veille de la réunion commune des CHSCT du Conseil Général et du Centre de Gestion, la Secrétaire générale de l'UFICT a adressé un courrier aux Présidents du Conseil Général de la Charente, du centre de gestion, de l'Etablissement Public ainsi qu'aux présidents des CHSCT du Conseil Général et du Centre de gestion. Sa lettre de 4 pages visait indéniablement à décrédibiliser l'audit des risques psychologiques dont les résultats sont accablants pour l'ex directeur du site.

Concrètement, la fédération des Services Publics, par le biais de son UFICT, a saboté leur travail syndical et a offert au patronat et aux autres forces syndicales en présence, les outils nécessaires à décrédibiliser

leur action aux yeux des salariés. L'intervention de l'UFICT n'a fait qu'envenimer les choses en dressant les salariés les uns contre les autres

Le syndicat CGT du Conseil Général a dès lors interpellé la fédération, l'UGICT et la Confédération, en vain. Il a proposé une réunion le lundi 23 mars. Au jour d'aujourd'hui leur invitation est restée lettre morte, aucune des trois structures invitée n'a jugée utile de leur répondre.

La C.E soutien le syndicat CGT du Conseil Général condamne la position de l'UFICT et trouve déplorable que ni la confédération, ni la fédération ne prennent position pour le moment afin d'aider le syndicat CGT du CG .

.

6. Questions diverses

- Rencontre avec Jean-François DAURE pour étudier des locaux pour l'ULGA, il n'est pas opposé à la mise à disposition d'un local pour la CGT.
- Nasser qui fait de l'accueil juridique à l'UD aux pratiques particulières et pas dans la démarche CGT quitte la CGT. Les dossiers en cours seront suivi jusqu'au bout.
- Collectif STOP TAFTA 16 organise une réunion d'information à la population le 18 Avril 2015 à 20h Salle Thibault à la Rochefoucauld.

Prochaines CE :

- **Jeudi 16 avril – sur la journée –validation des comptes 2014**
- **Mercredi 20 mai– sur la journée**
- **Vendredi 26 juin – sur la journée - Festive**